

Centre d'etudes de l'ASBL Ixelles Developpement  
5, Place du Champs de Mars - 1050 Ixelles, Belgique  
ixelles.developpement@gmail.com

# La pauvreté bruxelloise à l'ère post-Covid : permanence d'une blessure ou métamorphose d'un destin social ?

**Dossier de recherche**

Departement d'etudes sociales et économiques

Bruxelles, 2025

# Table des matieres

---

- I. Introduction : la pauvreté comme question de raison
- II. Définition et nature de la pauvreté
- III. La crise du Covid-19 comme rupture causale
- IV. Évolution du taux de pauvreté à Bruxelles depuis 2020
- V. Les vecteurs structurels d'approfondissement de la pauvreté
- VI. Considérations philosophiques et métaphysiques
- References bibliographiques

## **I. Introduction : la pauvreté comme question de raison**

Lorsque l'on entreprend d'examiner, avec toute la rigueur que requiert une démarche académique sérieuse, la question de l'évolution du taux de pauvreté dans la Région de Bruxelles-Capitale depuis la crise sanitaire provoquée par le Covid-19, il convient d'abord de poser les prémisses fondamentales de cette investigation intellectuelle. Toute connaissance véritable procède de causes, et c'est précisément parce que la pauvreté n'est point un fait brut mais bien une réalité causée, déterminée par un faisceau de facteurs économiques, politiques, sociaux et anthropologiques, que son étude exige une méthode ordonnée. De même que le philosophe ne saurait conclure avant d'avoir correctement distingué et défini, de même l'analyste social doit, avant toute chose, poser les concepts avec précision. On sait que Bruxelles occupe, au sein de l'espace européen, une position singulière : capitale administrative de l'Union européenne, foyer de populations fort diverses, territoire marqué par des inégalités socio-économiques parmi les plus prononcées de l'espace belge. C'est dans ce cadre d'une ville à la fois prospère et profondément fracturée que la pandémie de 2020 a frappé, creusant des sillons déjà préexistants dans le tissu social de la région.

La crise du Covid-19 fut, à n'en pas douter, un révélateur : elle mit à nu les fragilités structurelles d'une capitale européenne incapable, malgré son opulence institutionnelle, de garantir à l'ensemble de ses habitants les conditions minimales d'une vie digne. L'étude qui suit se propose d'examiner avec ordre et méthode cette évolution, de nommer ses causes et d'en peser les conséquences, non seulement pour la politique sociale bruxelloise, mais pour la réflexion philosophique sur la nature même des sociétés contemporaines.

## **II. Définition et nature de la pauvreté**

Avant de procéder à toute considération empirique, il importe de définir avec précision l'objet sur lequel porte notre examen. La pauvreté, dans son sens le plus étroitement technique, est mesurée en Belgique par le seuil de risque de pauvreté monétaire, fixé à 60 % du revenu médian équivalent disponible. Est ainsi considérée comme pauvre la personne dont les ressources demeurent en deca de ce seuil. Il existe néanmoins une acception plus large, qui intègre les dimensions de privation matérielle sévère et de faible intensité de travail au sein du ménage : c'est le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, indicateur composite connu sous l'acronyme AROPE (At Risk Of Poverty or Exclusion) dans le cadre de la stratégie européenne. Ces deux mesures, distinctes dans leur construction mais convergentes dans leurs implications, permettent d'appréhender la pauvreté non pas comme un état absolu mais comme une position relative au sein d'une distribution sociale donnée.

La distinction entre pauvreté conjoncturelle et pauvreté structurelle est ici d'une importance capitale. La pauvreté conjoncturelle est celle que la tempête provoque momentanément, avant que le reflux ramène chacun à sa condition antérieure. La pauvreté structurelle, quant à elle, est celle qui procède de l'ordre même des choses, de la configuration permanente des rapports économiques et sociaux. Bruxelles, comme nous le verrons, connaît les deux formes, mais c'est la seconde qui confère à la première toute sa gravité. Cette distinction théorique n'est pas un luxe académique : elle conditionne directement la nature des politiques à mettre en œuvre, car l'on ne traite pas par les mêmes remèdes une maladie chronique et une infection aiguë.

### III. La crise du Covid-19 comme rupture causale

La pandémie de Covid-19 constitue un événement de rupture dont il serait erroné de sous-estimer la profondeur. Tout comme une cause efficiente de grande intensité modifie durablement la nature de l'effet qu'elle produit, la crise sanitaire a reconfiguré les conditions d'existence d'un très grand nombre de Bruxellois, et cela selon des modalités qui n'étaient pas toutes prévisibles à l'aune des seules analyses économiques disponibles en 2019. L'arrêt brutal de l'activité économique au printemps 2020, les mesures de chômage temporaire, les fermetures d'établissements et la destabilisation psychologique et sociale des individus les plus précaires ont composé un tableau d'ensemble dont les effets se font encore sentir aujourd'hui.

Comme l'a écrit avec justesse Amartya Sen : *"La pauvreté doit être envisagée comme la privation de capacités élémentaires, et non pas simplement comme une faiblesse de revenus"* (Sen, 1999, p. 97). Cette perspective permet de comprendre que la crise du Covid-19 n'a pas seulement réduit les revenus : elle a, de manière plus insidieuse, amputé les capacités mêmes des individus à accéder à l'éducation, aux soins, à la vie sociale et à la dignité.

Qu'est-ce à dire sinon que la pandémie a agi, à Bruxelles, comme un amplificateur des vulnérabilités préexistantes, transformant ce qui était fragilité latente en dénuement manifeste ?

Il apparaît que les premières populations affectées furent précisément celles qui occupaient les emplois les moins protégés : travailleurs du secteur informel, indépendants sans réserves suffisantes, salariés à temps partiel involontaire, ménages mono-parentaux dont la mère assumait seule l'ensemble des charges domestiques et professionnelles. Les quartiers du croissant pauvre bruxellois - Molenbeek, Anderlecht, Saint-Josse, Schaerbeek - concentrèrent les effets les plus sévères de cette crise, reproduisant ainsi les schémas d'une ségrégation socio-spatiale que nulle politique publique n'avait réussi à corriger fondamentalement.

### IV. Evolution du taux de pauvreté à Bruxelles depuis 2020

Les données disponibles dressent un tableau à la fois précis et préoccupant. Avant la pandémie, le taux de risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en Région de Bruxelles-Capitale s'établissait déjà à un niveau considérablement supérieur aux moyennes nationale et européenne : il atteignait environ 37 % de la population en 2019, contre une moyenne belge de l'ordre de 20 %. Ce niveau structurellement élevé témoignait déjà d'une situation que la seule conjoncture économique favorable des années 2015-2019 n'avait pas permis de corriger significativement.

Selon Statbel et les rapports de l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale, le taux de risque de pauvreté monétaire stricto sensu à Bruxelles se situait autour de 28 % en 2020, avant que les mesures de soutien déployées par les autorités fédérales et régionales ne parviennent à en atténuer partiellement la progression dans les années 2021 et 2022. C'est l'un des paradoxes remarquables de la crise du Covid-19 : l'intervention massive de l'État, via le chômage temporaire, les primes de compensation et les aides sociales d'urgence, a dans un premier temps amorti le choc de la pauvreté monétaire, créant une illusion de résilience que les données ultérieures allaient brutalement dissiper ! Les effets inflationnistes de la période 2022-2023, conjugués au retrait progressif des dispositifs d'urgence, ont produit une remontée significative des taux de pauvreté, et ce particulièrement à Bruxelles où la part des locataires dans le parc de logement est proportionnellement très élevée.

Les associations de terrain ont unanimement signale une augmentation substantielle du recours a leurs services entre 2021 et 2024. Le nombre de beneficiaires du revenu d'integration sociale (RIS) a Bruxelles a progresse de maniere continue depuis 2020, atteignant des niveaux inedits dans certaines communes. Cette progression n'est pas, il faut y insister, un simple effet mecanique de la pandémie : elle resulte d'une interaction complexe entre l'onde de choc initiale, les dynamiques inflationnistes, la tension croissante sur le marche du travail a bas revenus et les defaillances persistantes du systeme de logement social.

Le rapport de l'Observatoire de la Sante et du Social de 2023 indique que pres d'un Bruxellois sur trois vit en dessous du seuil de risque de pauvrete. C'est avec clarte que l'on peut constater que la dynamique bruxelloise se distingue de l'evolution nationale : alors que la Belgique dans son ensemble affichait une legere amelioration de certains indicateurs sociaux entre 2022 et 2024, Bruxelles maintenait une trajectoire plus tendue, en raison d'une inadequation structurelle entre l'offre d'emploi qualifie et les niveaux de qualification des residents.

La pauvrete infantile merite une mention particuliere. Selon plusieurs etudes concordantes, plus de 40 % des enfants bruxellois vivent dans des menages confrontes a un risque de pauvrete ou d'exclusion sociale. Ce chiffre, edifiant dans sa brutalite, signifie que l'inegalite se reproduit des les premieres annees de l'existence, compromettant les trajectoires scolaires et professionnelles futures et perpetuant ainsi la chaine causale de la pauvrete a travers les generations. Il n'est pas exagere d'affirmer que la question de la pauvrete infantile constitue, pour Bruxelles, l'un des defis les plus urgents et les plus lourds de consequences pour l'avenir de la region.

## **V. Les vecteurs structurels d'approfondissement de la pauvrete**

Il serait intellectuellement reducteur d'imputer la totalite de la degradation observee a la seule crise pandemique. Une analyse ordonnee de la realite sociale bruxelloise exige que soient identifiees et hierarchisees les vecteurs structurels qui, preexistant a la pandémie, ont determine l'ampleur de ses effets et conditionnent aujourd'hui la trajectoire de sortie de crise. Le premier de ces vecteurs est la segmentation du marche du travail bruxellois. La coexistence d'un secteur d'emploi tres qualifie et bien remunere avec un secteur d'emploi peu qualifie, precarie et faiblement remunere dans les services, le commerce de detail, la livraison et les soins a domicile, cree une structure duale dont les effets redistributifs sont insuffisants pour enrayer les dynamiques de pauvrete.

Peut-on serieusement esperer reduire la pauvrete dans une ville ou le cout du logement augmente plus rapidement que les revenus des menages modestes ?

Le second vecteur est precisement celui du logement. La pression immobiliere a Bruxelles, exacerbee par la combinaison d'une demande croissante et d'une offre de logement social insuffisante, a engendre une hausse des loyers sans commune mesure avec l'evolution des revenus des menages a faibles ressources. Le taux d'effort logement a atteint des niveaux insoutenables pour une fraction croissante de la population bruxelloise, condamnant de nombreux menages a arbitrer douloureusement entre le paiement du loyer, l'alimentation et l'acces aux soins. La crise du Covid-19 a renforce cette dynamique en precipitant dans la precarite locative des menages qui disposaient jusqu'alors de marges financieres suffisantes. Il faut noter, avec une pointe d'humour noir, que l'economie bruxelloise produit chaque jour des richesses considerables tout en etant incapable de loger decemment une part importante de ses propres habitants - ce paradoxe meriterait a lui seul un traite complet.

Comme le note Pierre Bourdieu dans ses analyses des mécanismes de reproduction sociale : *"Les structures du monde social ne sont pas données, mais construites et produites par des agents dont les stratégies sont contraintes par le volume et la structure de leur capital"* (Bourdieu, 1994, p. 23). Cette observation, appliquée au contexte bruxellois, rappelle que la pauvreté n'est pas un accident de l'histoire mais le produit régulier d'un système qui, sub conditione de ne point être fondamentalement réformé, continuera de produire les mêmes effets.

Les corollaires de ce constat nous imposent de conclure ceci : toute politique sérieuse de réduction de la pauvreté bruxelloise suppose, nécessairement, une réforme de la gouvernance institutionnelle qui permette une coordination plus efficace des dispositifs d'aide et une vision stratégique de long terme dépassant les cycles électoraux. Le quatrième vecteur, souvent sous-estimé dans les analyses strictement économiques, est celui de la santé. Les populations pauvres à Bruxelles présentent des indicateurs de santé nettement plus dégradés que la moyenne : espérance de vie plus courte, prévalence plus élevée des maladies chroniques, accès plus limité aux soins préventifs. La pandémie a dramatiquement mis en lumière ces inégalités de santé, et Bruxelles dispose heureusement d'un réseau de maisons médicales remarquablement engagées qui atténuent partiellement cette spirale sans pouvoir toutefois l'enrayer !

## VI. Considerations philosophiques et métaphysiques

L'examen rigoureux des données et des structures causales de la pauvreté bruxelloise post-Covid conduit inévitablement, pour qui refuse de s'en tenir à la surface des choses, à une série de questions d'ordre philosophique et métaphysique. La pauvreté, entendue comme privation de ce qui est nécessaire à l'épanouissement de la personne humaine, pose en effet la question fondamentale de la finalité de l'organisation sociale. Quelle est la fin propre d'une cité bien ordonnée, sinon de permettre à chacun de ses membres d'actualiser ses potentialités propres, de vivre selon sa dignité d'être rationnel, de participer à la vie commune dans la plénitude de ses facultés ?

La persistance de la pauvreté à des niveaux aussi élevés dans une région aussi prospère que Bruxelles constitue, en termes philosophiques, une contradiction non résolue entre la finalité déclarée des institutions politiques et leur performance effective. Je pense que la difficulté la plus profonde n'est pas d'ordre financier ou administratif, mais bien d'ordre anthropologique : elle réside dans la résistance de représentations collectives qui continuent de percevoir la pauvreté comme le résultat de défaillances individuelles plutôt que comme le produit déterminé d'une organisation sociale spécifique.

La crise du Covid-19, en rendant visible ce qui était ordinairement dissimulé dans les marges de la prospérité bruxelloise, a constitué une épreuve du réel d'une valeur heuristique considérable. Elle a révélé l'interdépendance radicale des membres d'une société : la santé du plus précaire est la santé de tous, et le dénuement de l'un est, d'une façon ou d'une autre, une perte pour l'ensemble du corps social. Cette révélation n'a pourtant pas encore produit les transformations institutionnelles et politiques qu'elle appellerait logiquement.

D'un point de vue métaphysique, la question de la pauvreté touche à celle de la nature du bien commun et à la relation entre le particulier et l'universel. Une ville comme Bruxelles concentre, en un espace restreint, des niveaux de richesse et de pauvreté qui révèlent la fracture entre deux régimes d'humanité vécue : d'une part, celui de l'abondance et de la liberté réelle ; d'autre part, celui de la nécessité contraignante qui réduit l'horizon de l'existence aux seuls impératifs de la survie quotidienne. La pauvreté, en ce sens, n'est pas

seulement un mal pour celui qui la subit : elle est un mal pour la cite tout entiere, une alteration de l'ordre de justice qui constitue le fondement de tout vivre-ensemble authentique.

Que signifie donc, au terme de cet examen, la persistance de la pauvrete a Bruxelles, a l'heure ou la Region affiche simultanement l'une des plus fortes concentrations de richesses et d'institutions internationales au monde ? Peut-etre que la pauvrete n'est pas tant l'ombre de la prosperite qu'elle n'en est la condition secrete : ce contre quoi se definit la richesse, ce sans quoi l'abondance perdrait la conscience aigue d'elle-meme. Si cette hypothese paradoxale etait juste, il faudrait en conclure que la lutte contre la pauvrete n'est pas un probleme economique seulement resolvable par la croissance ou la redistribution, mais bien une question d'ordre ontologique touchant au desir meme que les societes humaines nourrissent a l'egard de leur propre organisation - c'est peut-etre la que reside, in fine, la vraie difficulte.

## References bibliographiques

---

**Bourdieu, P. (1994).** *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action.* Paris : Seuil.

**Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale. (2023).** *Barometre social. Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté.* Bruxelles : Commission communautaire commune.

**Sen, A. (1999).** *Development as Freedom.* Oxford : Oxford University Press.

**Statbel. (2024).** *Enquête sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC). Principaux résultats pour la Belgique et ses régions.* Bruxelles : Institut national de Statistique.

**Vranken, J., Geldof, D. & Van Menxel, G. (dirs.). (2022).** *Armoede en sociale uitsluiting. Jaarboek 2022.* Leuven : Acco.

**Wilkinson, R. & Pickett, K. (2009).** *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better.* London : Allen Lane.